

Déclaration commune, 24 novembre 2023

Commémoration du naufrage du 24 novembre 2021

Deux ans après le naufrage du 24 novembre 2021, alors que l'injustice et les décès aux frontières se poursuivent, nous sommes uni·e·s pour appeler à un monde sans violence aux frontières.

Le 24 novembre 2021, au moins 33 personnes embarquées à bord d'un zodiac ont tenté de rejoindre le Royaume-Uni, en partant des côtes Dunkerquoises. Ces 33 personnes venaient majoritairement du Kurdistan irakien, mais aussi d'Afghanistan, d'Éthiopie, d'Iran, d'Égypte, de Somalie et du Vietnam.

Trois heures après le début de la traversée dans la Manche, l'embarcation s'est trouvée en situation de détresse. A 1h48 du matin, les passager·ère·s ont réussi à prendre contact avec le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, qui coordonne les opérations de secours côté français. Alors que l'embarcation est localisée dans les eaux territoriales françaises, le CROSS refuse d'envoyer des secours.

Malgré des appels répétés de la part de différent·e·s naufragé·e·s, entre 1h48 et 4h34 du matin, ni les secours britanniques, ni les secours français ne lanceront d'opération de secours. Pire, à 4h16 du matin, le CROSS ira même jusqu'à dissuader un tanker d'intervenir pour secourir les personnes en train de se noyer. Ce n'est que 12 heures après, que l'embarcation pneumatique est retrouvée par un bateau de pêche. Au moins 27 personnes sont mortes cette nuit-là dans les eaux glacées de la Manche.

Quelques jours après le naufrage, deux rescapés témoignent de [la manière dont les secours les avaient impunément abandonnés en pleine mer](#). En novembre 2022, *Le Monde* a révélé [la teneur des échanges - insoutenables - entre les naufragé·es et le CROSS](#). Les naufragé·es ont été traité·es avec cynisme et les lois internationales qui régissent le sauvetage en mer ont été bafouées. Quelques semaines après le naufrage, [l'association Utopia 56 a déposé plainte](#) aux côtés de membres des familles de personnes décédées, contre les autorités françaises pour « homicide involontaire » et « omission de porter secours ». Les neuf militaires du CROSS Gris-Nez et d'un patrouilleur français auditionnés dans le cadre de cette enquête judiciaire, [ont assumé toutes les décisions prises lors de cette terrible nuit](#), mais n'estiment pas avoir commis de faute. Alors que le gouvernement français avait promis une enquête interne, suite aux révélations du journal *Le Monde*, [celle-ci n'a jamais eu lieu](#). Les prévenus bénéficient au contraire du soutien de leur hiérarchie, laquelle a tenté d'interférer dans l'enquête judiciaire comme le révèlent des écoutes [téléphoniques](#). Une enquête pour violation du secret de l'instruction est ouverte.

Un rapport publié ce mois-ci par le Ministère des Transports britannique a identifié les défaillances qui ont empêché les garde-côtes britanniques de secourir l'embarcation cette nuit-là : mauvaise visibilité, absence de surveillance aérienne et manque de personnel dans la salle de contrôle de Douvres pour traiter les appels d'urgences... L'équipe juridique représentant l'une des familles de la victime a qualifié les événements de "chaos général".

Le gouvernement britannique a également annoncé l'ouverture d'une enquête indépendante sur le naufrage, après la publication du rapport. Toutefois, le rapport n'explique pas pourquoi plus de 30 personnes ont été laissées en détresse pendant 12 heures, alors que les garde-côtes ont secouru d'autres bateaux cette nuit-là, ni pourquoi les personnes exilées n'ont d'autre choix que de risquer leur vie en mer, alors que toutes les autres routes sûres vers le Royaume-Uni leur sont interdites.

Encore et encore, les autorités politiques et militaires réfutent la responsabilité qui leur incombe dans ce naufrage et s'efforcent d'étouffer l'affaire.

Depuis 1999, [au moins 385 personnes sont décédées en tentant de rejoindre le Royaume-Uni](#). Mortes percutées par un véhicule sur l'autoroute, électrocutées par un caténaire sur le site Eurotunnel, asphyxiées dans la remorque d'un poids-lourd dans l'Essex en Angleterre, mortes par suicide, noyées dans le canal en tentant de se laver, décédées suite aux mauvaises conditions de vie sur les campements, et noyées dans la Manche.

La fréquence des morts à cette frontière ne fait que s'accroître ces dernières années. Depuis le 24 novembre 2021, ce ne sont pas moins de 45 nouvelles victimes qui ont été recensées. Les morts continuent de s'accumuler et rien ne change. Au contraire, les autorités françaises, belges, et britanniques s'entêtent dans leur logique raciste et sécuritaire en créant un environnement toujours plus hostile aux personnes exilées.

En France, le nouveau projet de loi asile-immigration annonce un tournant encore plus anti-migrant du gouvernement Macron. Sur le littoral nord, ce mois-ci, des associations ont dénoncé une “[situation catastrophique](#)” pour les personnes exilées qui ne bénéficient ni d'une mise à l'abri malgré le froid et la tempête Ciaran, ni d'accès à l'eau ou aux distributions alimentaires – alors que les opérations policières d'expulsion continuent. En Belgique, le gouvernement continue de nier le [droit d'accueil aux personnes exilées](#), laissant familles et enfants à la rue, malgré plusieurs condamnations par la justice. De plus, depuis 2021, la Belgique soutient l'[opération Opal Coast](#) de surveillance aérienne de Frontex dont la mission est d'assister les autorités françaises et belges pour détecter et intercepter les personnes exilées qui tentent de traverser la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni. Du côté britannique, le gouvernement déploie successivement des mesures de plus en plus répressives contre les personnes exilées, y compris un plan d'expulsion vers le Rwanda [jugé illégal par la Cour suprême](#) et [l'interdiction de demander l'asile](#) aux personnes arrivant de manière “irrégulière” au Royaume-Uni. Enfin, à l'occasion du dernier sommet franco-britannique du 10 mars 2023, le Royaume-Uni a annoncé le déblocage de [543 millions d'euros](#) (£476 millions) sur 3 ans destinés au déploiement de 500 officiers supplémentaires, à l'achat de nouveaux équipements de surveillance et de drones, d'hélicoptères et d'aéronefs, ainsi qu'à l'ouverture d'un nouveau centre de rétention dans le nord de la France.

Les autorités françaises, belges, et britanniques ont fait de cette frontière un espace de mort. En refusant d'accueillir les personnes exilées et en militarisant cette frontière, via une surenchère de dispositifs de répression (kilomètres de barrières, barbelés, drones, multiples patrouilles de police, avion Frontex), elles sont responsables politiquement depuis des décennies de chaque mort. Nous savons que la militarisation accrue des frontières

n'empêche pas les personnes de voyager, mais rend simplement ces voyages plus dangereux et mortels.

Nous, associations, collectifs, et militant·e·s belges, britanniques, et français·es, nous soutenons les actions menées par les proches et familles des victimes devant les tribunaux afin que la vérité éclate sur le déroulement exact de cette nuit meurtrière et que justice soit faite.

De Dunkerque à Folkestone et de Londres à Zeebrugge, nous réclamons un changement urgent et radical quant aux politiques menées à cette frontière, ainsi qu'aux autres frontières européennes, afin que les droits des personnes en migration soient pleinement respectés et que les valeurs et principes de l'accueil et de la libre circulation remplacent la logique raciste de violences mortifères aux frontières. Nous sommes solidaires de toutes les personnes exilées. Elles ne devraient pas être confrontées au traumatisme supplémentaire de frontières militarisées et violentes lorsqu'elles cherchent la sécurité en Belgique, en France ou au Royaume-Uni.

Tant que les gouvernements belge, britannique, et français continueront à coordonner des violences simultanées à la frontière commune et tant que les gens auront le besoin et le désir de traverser les frontières, notre solidarité et notre travail devront continuer à aller au-delà des frontières. Nous continuerons notre travail commun en solidarité avec les personnes exilées, pour le respect de leurs droits - à commencer par leur droit à la vie - et pour que justice soit rendue lorsque ces droits sont bafoués.

Signataires :

African Rainbow Family, Royaume-Uni
After Exploitation, Royaume-Uni
Alice Thiery, Nouvelle Calédonie
All African Women's Group, Londres, Angleterre
Amira Elwakil, Royaume-Uni
ARACEM, Mali
BARAC UK, Royaume-Uni
Big Leaf Foundation, Royaume-Uni
Birmingham City of Sanctuary, Royaume-Uni
Birmingham Community Hosting Network (BIRCH), Royaume-Uni
Birmingham Schools of Sanctuary, Royaume-Uni
Calais Food Collective, France
Cambridge Convoy Refugee Action Group, Royaume-Uni
Camille Louis, France et Grèce
Captain Support UK, Royaume-Uni
Care4Calais, Royaume-Uni
Charles Stone, Oxford, Angleterre
Chenu Elisabeth, France
Choose Love, Royaume-Uni
CIRÉ, Belgique
CNCD-11.11.11, Belgique
Damien CAREME, France

Drag Down the Borders, Royaume-Uni
Eleanor Glynn, Royaume-Uni
Fabienne Augié, France
Focus on Labour Exploitation (FLEX), Royaume-Uni
Freedom from Torture, Royaume-Uni
GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigré·es), France
Giulia Teufel, Scotland
Global Women Against Deportations, Londres, Angleterre
Greater Manchester Immigration Aid Unit (GMIAU), Royaume-Uni
Groupe montois de soutien aux sans-papiers, Mons, Belgique
Haringey Welcome, Royaume-Uni
Here for Good, Royaume-Uni
Human Rights Observers (HRO), Calais et Grande-Synthe, France
Humans for Rights Network, Royaume-Uni
Inclusive Mosque Initiative, Royaume-Uni
Institute of Race Relations, Angleterre
Joint Council for the Welfare of Immigrants (JCWI), Royaume-Uni
Julie HUOU, Nîmes, France
Kent Refugee Action Network (KRAN), Kent, Royaume-Uni
Kevin Guilbert, Ham en Artois, France
L'Auberge des Migrants, France
La Cimade, France
La Resistencia, États-Unis
Latin American Women's Rights Service (LAWRS), Royaume-Uni
Legal Action for Women, Londres, Angleterre
Lorraine Masiya Mponela, Angleterre
Louis Fernier, Poitiers, France
Lu ndu, Royaume-Uni
Lucian Dee, Londres, Royaume-Uni
Manchester Migrant Solidarity Manchester, Royaume-Uni
Maria Hagan, France
Medact, United Kingdom
Médecins du Monde France / Programme nord littoral, France
Merseyside Solidarity Knows No Borders, Royaume-Uni
Migrant Voice, Royaume-Uni
Migrants in Culture, Royaume-Uni
Migrants Organise, Royaume-Uni
Migrants' Rights Network, Royaume-Uni
Migrations Libres, Belgique
Migreurop, réseau euro-africain
Morgan Guthrie, Royaume-Uni
MRAP-littoral dunkerquois, Dunkerque, France
NANSEN, the Belgian Refugee Council, Belgique
Ouvre Porte, France
Oxford Against Immigration Detention, Oxford, Royaume-Uni
Patricia Thiery, France
Payday men's network, Royaume-Uni et États-Unis
Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés – Belrefugees, Belgique
Play for Progress, Londres, Royaume-Uni
Project Play, France
Rainbow Migration, Royaume-Uni

Reclaim The Sea, Royaume-Uni
RefuAid, Londres, Royaume-Uni
Refugee Action, Royaume-Uni
Refugee Legal Support, Londres et Calais
Refugee Support Group, Berkshire, Royaume-Uni
Refugee Women's Centre, France
Remember & Resist, Royaume-Uni
Right to Remain, Royaume-Uni
Safe Passage International, Royaume-Uni
Safe Passage International, France
Social Workers Without Borders, Royaume-Uni
Stand For All, Royaume-Uni
Stories of Hope and Home, Royaume-Uni
Student Action for Refugees (STAR), Royaume-Uni
Terre d'errance Norrent-Fontes, France
The October Club, Oxford, Royaume-Uni
The Pickwell Foundation, Devon, Royaume-Uni
The Refugee Buddy Project Hastings Rother & Wealden, East Sussex, Royaume-Uni
The Runnymede Trust, Royaume-Uni
Tina Pho, Royaume-Uni
Toby Murray, Londres, Royaume-Uni
Tugba Basaran, Cambridge, Royaume-Uni
Utopia 56, France
Valérie Osouf, France
Vents Contraires, France
VVIDY (Voice of Voiceless Immigration Detainees-Yorkshire), Royaume-Uni
Welsh Refugee Council, Pays de Galles
Young Roots London, Royaume-Uni

Joint statement, 24 November 2023

Commemoration of the 24 November 2021 shipwreck

Two years after the shipwreck of 24 November 2021, as injustice and deaths at the border continue, we stand together to call for a world free from border violence.

On 24 November 2021, at least 33 people in a dinghy tried to reach the United Kingdom from the coast of Dunkirk. The 33 people came mainly from Iraqi Kurdistan, but also from Afghanistan, Ethiopia, Iran, Egypt, Somalia, and Vietnam.

Three hours into the Channel crossing, the boat found itself in distress. At 1:48 am, passengers managed to make contact with the Gris-Nez Regional Monitoring and Rescue Centre (“CROSS”), which coordinates rescue operations on the French side of the border. Although the boat was located in French territorial waters, the CROSS refused to send help.

Despite repeated calls from various people on board, between 1:48am and 4:34am, neither British rescue services, nor French rescue services launched any operation to rescue them. Worse still, at 4.16am, the CROSS even went so far as to dissuade a tanker from intervening to rescue the people who were drowning. It was only 12 hours later that the inflatable boat was found by a fishing boat. At least 27 people died that night in the icy waters of the English Channel.

A few days after the shipwreck, two survivors testified about [how the rescue services had abandoned them at sea with impunity](#). In November 2022, *Le Monde* revealed the [content of the unbearable exchanges](#) between the shipwreck victims and the CROSS. The shipwrecked passengers were treated with cynicism and international laws governing rescue at sea were disregarded. A few weeks after the shipwreck, the organisation [Utopia 56, with relatives of people who died, filed a complaint](#) against French authorities for "involuntary manslaughter" and "failure to render assistance". The nine military personnel from CROSS Gris-Nez and a French patrol boat interviewed as part of the judicial enquiry [took responsibility for all the decisions taken on that terrible night](#), but do not believe they were at fault. Although the French government had promised an internal enquiry following the revelations in *Le Monde*, [it never took place](#). On the contrary, the defendants have the support of their superiors, who tried to interfere in the judicial investigation, as revealed by [telephone taps](#). An investigation for breach of confidentiality has been opened.

A [report](#) published this month by the UK Department for Transport identified failings that led to the dinghy not being rescued by HM Coastguard that night: poor visibility, lack of aerial surveillance, and a lack of staff in the control room in Dover to process SOS calls... The legal team representing one of the victim’s families described the events as an “overall display of chaos”. The British government also announced an independent inquiry into the shipwreck, after the report was published. However, the report fails to explain why over 30 people were left in distress for 12 hours, while the Coastguard rescued other boats that

night, nor why migrants have no other choice but to risk their lives at sea, when every other safe route to the UK is blocked to them.

Again and again, political and military authorities refuse to take responsibility for their role in this shipwreck and are attempting to cover it up.

Since 1999, [at least 385 people have died trying to reach the UK](#). Hit by vehicles on the motorway, electrocuted by a live wire on the Eurotunnel site, asphyxiated in the trailers of lorries in Essex in England, died by suicide, drowned in the canal whilst trying to bathe, died due to poor living conditions in the camps, and drowned in the Channel.

In recent years, the frequency of deaths at the border has only accelerated. Since 24 November 2021, at least 45 migrants have died at this border. The deaths continue to pile up and nothing changes. On the contrary, the French, Belgian and British authorities are stubbornly pursuing their racist and security-focused immigration approaches to make this border area ever more hostile for migrants.

In France, the new asylum-immigration bill heralds an even more anti-migrant turn by the Macron government. On the northern coast this month, migrants' rights organisations denounced a "[catastrophic situation](#)" for people exiled, who are not receiving shelter during storm Ciaran and the cold, nor access to water or food distributions - while police eviction operations continue. In Belgium, the government continues to deny [decent accommodation to people seeking safety](#), leaving families and children on the streets, despite multiple convictions in court. Furthermore, since 2021, Belgium has been supporting [Frontex's Opal Coast](#) aerial surveillance operation, whose mission is to assist the French and Belgian authorities in detecting and intercepting exiles attempting to cross the Channel to the United Kingdom. On the British side, the government has successively passed increasingly repressive measures against migrants, including a plan to deport people to Rwanda [ruled unlawful by the Supreme Court](#), and a [ban on asylum](#) for people arriving in the UK "irregularly". Lastly, at the last Franco-British summit on 10 March 2023, the UK announced the release of [£476 million](#) (543 million euros) over 3 years for the deployment of 500 additional officers, the purchase of new surveillance equipment and drones, helicopters and aircraft, and the opening of a new detention centre in northern France.

The French, Belgian and British authorities have turned the shared border into a place of death. By refusing to welcome people and by militarising this border with an excessive number of repressive measures (kilometres of barriers, barbed wire, drones, multiple police patrols, Frontex aircraft), they are politically responsible for every single one of these deaths. We know that the increasing militarisation of the border does not stop people taking journeys, but simply makes these journeys more dangerous and life-threatening.

We, Belgian, British, and French organisations, collectives, and activists, support the actions taken by victims' relatives and families before the courts, to ensure that the truth on exactly what happened on that murderous night is exposed, and justice is achieved.

From Dunkirk to Folkestone and from London to Zeebrugge, we stand together to call for an urgent and radical change in the policies pursued at this and other European borders. The rights of migrants must be fully respected and the values and principles of welcome and free movement must replace the racist logic of deadly border violence. We stand in solidarity with all those displaced. They should not face the further trauma of militarised and violent borders when they seek safety in Belgium, France or the UK.

As long as the Belgian, British, and French governments continue to coordinate simultaneous violence at the shared border and as long as people need and desire to move across borders, our solidarity and work must continue to reach beyond borders. We will continue to work together in solidarity with people on the move, to ensure that their rights are respected - starting with their right to life - and that justice is done when these rights are violated.

Signatories:

African Rainbow Family, United Kingdom
After Exploitation, United Kingdom
Alice Thiery, New Caledonia
All African Women's Group, London, England
Amira Elwakil, United Kingdom
ARACEM, Mali
BARAC UK, United Kingdom
Big Leaf Foundation, United Kingdom
Birmingham City of Sanctuary, United Kingdom
Birmingham Community Hosting Network (BIRCH), United Kingdom
Birmingham Schools of Sanctuary, United Kingdom
Calais Food Collective, France
Cambridge Convoy Refugee Action Group, United Kingdom
Camille Louis, France et Grèce
Captain Support UK, United Kingdom
Care4Calais, United Kingdom
Charles Stone, Oxford, England
Chenu Elisabeth, France
Choose Love, United Kingdom
CIRÉ, Belgium
CNCD-11.11.11, Belgium
Damien CAREME, France
Drag Down the Borders, United Kingdom
Eleanor Glynn, United Kingdom
Fabienne Augié, France
Focus on Labour Exploitation (FLEX), United Kingdom
Freedom from Torture, United Kingdom
GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigré-es), France
Giulia Teufel, Scotland
Global Women Against Deportations, London, England
Greater Manchester Immigration Aid Unit (GMIAU), United Kingdom
Groupe montois de soutien aux sans-papiers, Mons, Belgium
Haringey Welcome, United Kingdom

Here for Good, United Kingdom
Human Rights Observers (HRO), Calais and Grande-Synthe, France
Humans for Rights Network, United Kingdom
Inclusive Mosque Initiative, United Kingdom
Institute of Race Relations, England
Joint Council for the Welfare of Immigrants (JCWI), United Kingdom
Julie HUOU, Nîmes, France
Kent Refugee Action Network (KRAN), Kent, United Kingdom
Kevin Guilbert, Ham en Artois, France
L'Auberge des Migrants, France
La Cimade, France
La Resistencia, United States
Latin American Women's Rights Service (LAWRS), United Kingdom
Legal Action for Women, London, England
Lorraine Masiya Mponela, England
Louis Fernier, Poitiers, France
Lu ndu, United Kingdom
Lucian Dee, London, United Kingdom
Manchester Migrant Solidarity Manchester, United Kingdom
Maria Hagan, France
Medact, United Kingdom
Médecins du Monde France / Programme nord littoral, France
Merseyside Solidarity Knows No Borders, United Kingdom
Migrant Voice, United Kingdom
Migrants in Culture, United Kingdom
Migrants Organise, United Kingdom
Migrants' Rights Network, United Kingdom
Migrations Libres, Belgium
Migreurop, réseau euro-africain
Morgan Guthrie, United Kingdom
MRAP-littoral dunkerquois, Dunkerque, France
NANSEN, the Belgian Refugee Council, Belgium
Ouvre Porte, France
Oxford Against Immigration Detention, Oxford, United Kingdom
Patricia Thiery, France
Payday men's network, United Kingdom and United States
Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés – Belrefugees, Belgium
Play for Progress, London, United Kingdom
Project Play, France
Rainbow Migration, United Kingdom
Reclaim The Sea, United Kingdom
RefuAid, London, United Kingdom
Refugee Action, United Kingdom
Refugee Legal Support, London and Calais
Refugee Support Group, Berkshire, United Kingdom
Refugee Women's Centre, France
Remember & Resist, United Kingdom
Right to Remain, UK
Safe Passage International, United Kingdom
Safe Passage International, France
Social Workers Without Borders, United Kingdom

Stand For All, United Kingdom
Stories of Hope and Home, United Kingdom
Student Action for Refugees (STAR), United Kingdom
Terre d'errance Norrent-Fontes, France
The October Club, Oxford, United Kingdom
The Pickwell Foundation, Devon, United Kingdom
The Refugee Buddy Project Hastings Rother & Wealden, East Sussex, UK
The Runnymede Trust, United Kingdom
Tina Pho, United Kingdom
Toby Murray, London, United Kingdom
Tugba Basaran, Cambridge, United Kingdom
Utopia 56, France
Valérie Osouf, France
Vents Contraires, France
VVIDY (Voice of Voiceless Immigration Detainees-Yorkshire), United Kingdom
Welsh Refugee Council, Wales
Young Roots London, United Kingdom